



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
10 juillet 2018
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2018

4-7 septembre 2018, New York

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

**Rapport du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS
sur les achats groupés**

Résumé

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) poursuivent leur engagement en faveur des achats groupés. Ils lancent, soutiennent et participent à des actions et des initiatives dans le monde entier afin d'exploiter les avantages et les possibilités offerts par les achats groupés pour perfectionner les pratiques des organismes participants dans ce domaine, augmenter l'efficacité de leurs procédures et réduire leurs coûts.

Depuis le rapport effectué sur ces projets en 2017, les organismes susmentionnés ont continué à étendre et à renforcer leurs exigences de communication interne d'informations, ce qui leur a permis de collecter plus d'informations quantitatives sur les achats groupés et de les analyser. Le présent rapport détaille la diversité et la nature des achats groupés mis en œuvre au sein des trois organismes. Il réaffirme la valeur de l'initiative et l'engagement des organismes participants.

Il expose également les principales conclusions et les principaux résultats des opérations d'achats groupés menées en 2017, et présente les initiatives en cours en 2018.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration pourrait souhaiter prendre note du présent rapport et faire des observations sur les activités d'achats groupés menées en 2017, ainsi que sur celles en cours en 2018.



I. Introduction

1. Les initiatives d'achats groupés font partie des activités menées par les équipes chargées des achats du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS depuis 2011. En 2017, ces trois organismes ont poursuivi leur engagement en faveur de ces activités afin d'harmoniser leurs pratiques opérationnelles et d'améliorer l'efficacité et l'efficience des services des Nations Unies consacrés aux achats.
2. Les achats groupés sont effectués par le biais de plusieurs initiatives et activités, notamment :
 - a) l'augmentation du recours aux accords ou contrats existants d'autres organismes des Nations Unies ;
 - b) la mise en place et l'utilisation d'accords à long terme communs grâce à l'approche « organisme chef de file » ;
 - c) le recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies ou l'achat auprès de ces autres organismes ;
 - d) d'autres collaborations formelles avec les partenaires des Nations Unies, par exemple :
 - (i) la participation à une équipe chargée des achats groupés,
 - (ii) les activités d'achats communs ou groupés avec d'autres organismes (comme le partage des spécifications).
3. Les économies réalisées grâce aux initiatives d'achats groupés diminuent le coût des projets, soit directement, par des économies réelles, soit indirectement, à travers l'évitement de certains coûts. Ces économies et réductions des coûts peuvent être effectuées grâce :
 - a) à l'optimisation des ressources grâce à une meilleure planification, au regroupement des besoins, à des remises et à un pouvoir de négociation plus important ;
 - b) à l'amélioration de la coordination, de la cohérence et de la planification entre les différents organismes ;
 - c) à la diminution des activités parallèles et des coûts de transaction ;
 - d) à l'amélioration des relations avec les fournisseurs ;
 - e) à l'amélioration de la gestion des risques liés aux achats ;
 - f) à la promotion du concept d'« Unité d'action des Nations Unies » auprès du secteur privé ;
 - g) au partage d'expériences, d'informations, d'expertise et d'enseignements en matière d'achats¹.
4. Lorsque c'est possible, les économies ainsi réalisées sont réinvesties dans le projet ou dans des activités liées au programme. Les achats groupés, par le biais des économies qu'ils entraînent, permettent donc d'apporter un soutien plus important aux projets et aux programmes.
5. La mise en place de cadres d'achats collaboratifs progresse dans plusieurs villes sièges. À New York, par exemple, les organismes participants ont recensé ensemble leurs besoins en matière d'achats sous la forme d'une « liste des produits de consommation communs ». Cet exercice leur a permis d'identifier plus de 30 produits achetés par tous les organismes concernés. Afin de répondre de manière stratégique à ces besoins, les organismes ont donc élaboré ensemble et/ou répertorié plus de 90 accords à long terme. Ces accords offrent des conditions contractuelles plus favorables et une réduction du délai moyen de transaction de 5 à 20 jours par transaction.
6. Bien que bon nombre de contrats importants soient mis en place par les sièges, la collaboration à l'échelle nationale fait l'objet d'un regain d'attention. Les activités en matière d'achats groupés à l'échelle nationale, mises en place dans plus de 30 pays membres de l'initiative « Unis dans l'action », portent sur le renforcement des capacités, l'harmonisation des politiques, les services de conseil et les outils facilitant les procédures communes ainsi que l'obtention de résultats.

¹ *Harmonizing UN Procurement: Common UN Procurement at the Country Level*, groupe de travail sur l'harmonisation du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, version 3.1, mars 2015.

7. L'initiative interorganismes d'achats groupés a permis des économies significatives et apporté d'autres avantages au système des Nations Unies. Les initiatives de 2017 et 2018 présentées ci-dessous reflètent l'engagement et la participation du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS en faveur des achats groupés.

II. Réalisations marquantes de 2017 concernant les achats groupés

8. En 2017, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont signalé un volume total de plus de 302 millions de dollars pour l'ensemble de leurs initiatives et activités en matière d'achats groupés dans le monde. Ce volume n'inclut pas les données d'autres organismes se fournissant auprès du PNUD, du FNUAP ou de l'UNOPS, lesquelles sont présentées dans le rapport statistique annuel sur les achats des Nations Unies². Le tableau 1 ci-dessous montre la part de chacun des trois organismes dans les initiatives et activités déclarées.

Tableau 1.

Volume communiqué des achats groupés en 2017

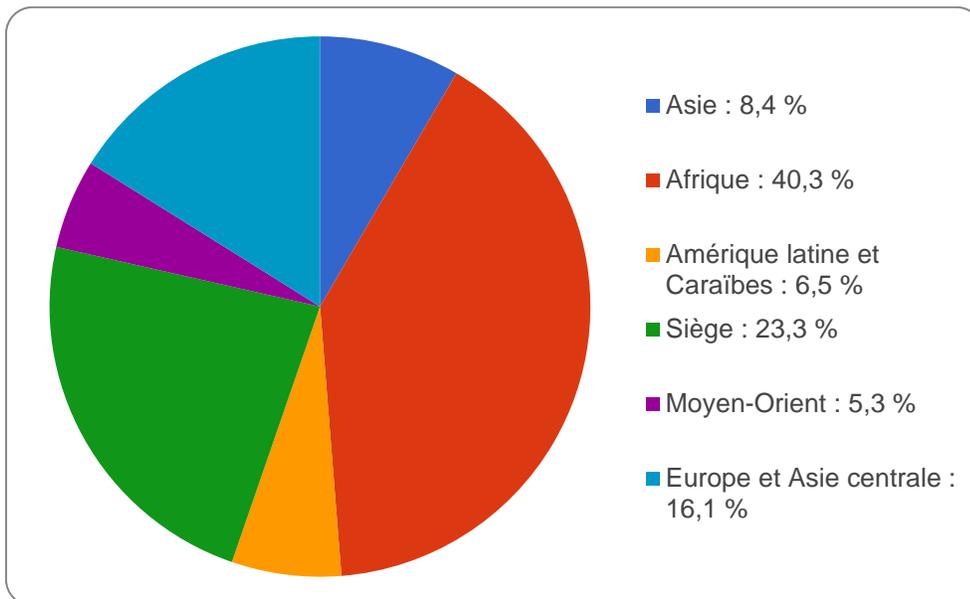
FNUAP	20 004 167 dollars
UNOPS	92 192 267 dollars
PNUD	90 645 610 dollars
Total	02 842 044 dollars

Répartition des achats groupés suivant les régions

9. Les données indiquent que les trois organismes effectuent des achats groupés directement par le biais de leurs programmes, projets et bureaux de pays. La figure 1 montre la répartition géographique de ces activités en 2017.

² Veuillez noter que les chiffres relatifs aux achats collaboratifs du PNUD indiqués dans le rapport statistique annuel sur les achats des Nations Unies ne représentent qu'une partie du volume total de ces achats, étant donné que les systèmes de planification des ressources des entreprises ne couvrent pas tout le spectre des activités en matière d'achats collaboratifs. Les chiffres indiqués ci-dessus proviennent directement des équipes chargées des achats des bureaux de pays du PNUD. Ils sont donc plus exhaustifs.

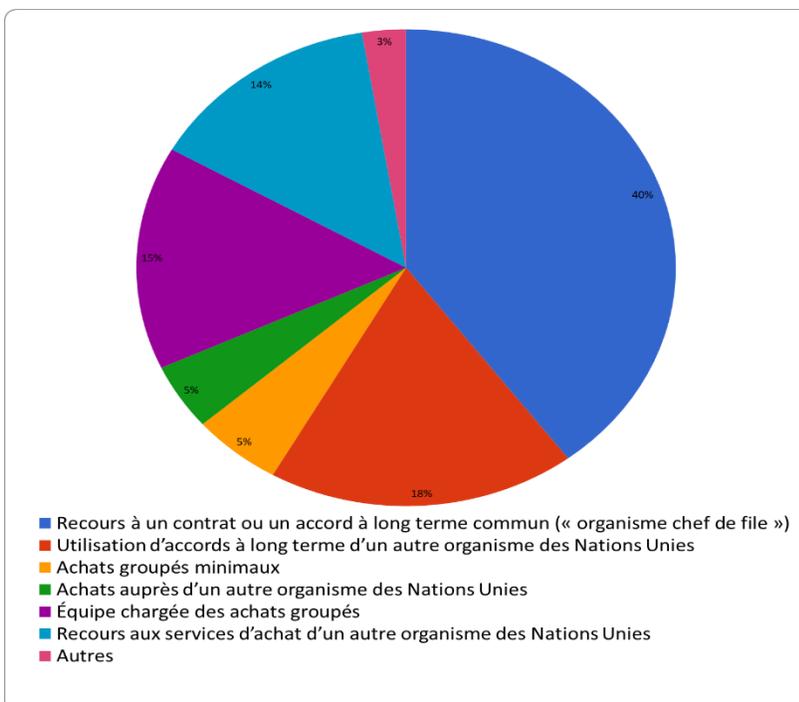
Figure 1.
Répartition des activités d'achats groupés suivant les régions en 2017



Catégories d'initiatives de collaboration

10. La figure 2 détaille le volume des initiatives et activités menées par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS en 2017, en fonction de six types d'achats groupés. La majorité (40 %) des achats groupés effectués en 2017 l'a été par le biais de contrats ou d'accords à long terme communs existants (« organisme chef de file »).

Figure 2.
Initiatives en matière d'achats groupés en 2017, classées par activité et par type d'initiative

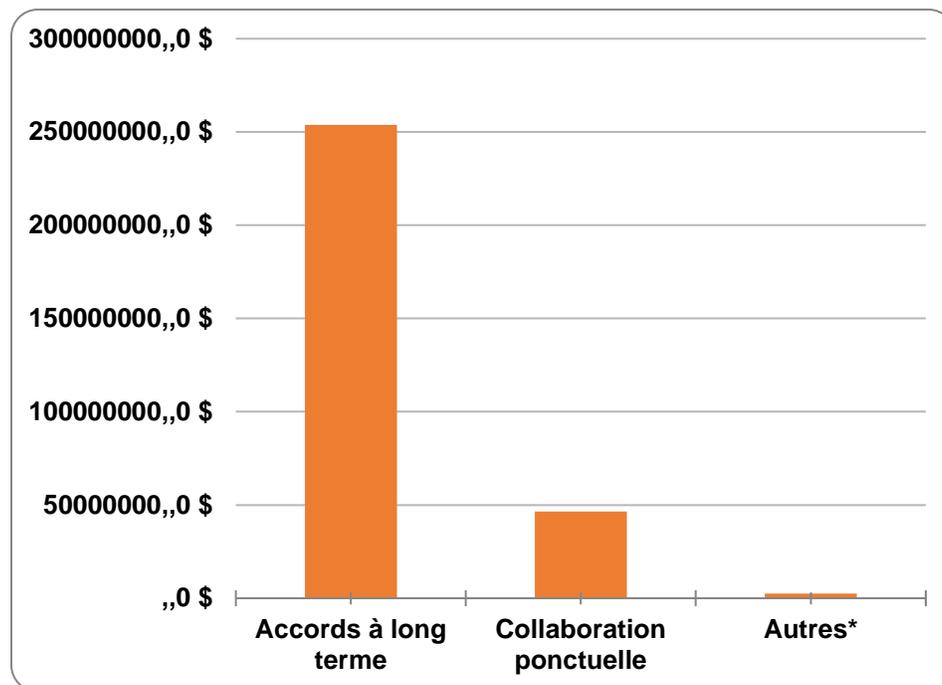


Types de contrat de collaboration

11. Les accords à long terme représentent la majorité des contrats de collaboration (84 %), tandis que les collaborations ponctuelles ne constituent que 15 % des contrats de collaboration.

Figure 3.

Initiatives en matière d'achats groupés en 2017, classées par type de contrat de collaboration

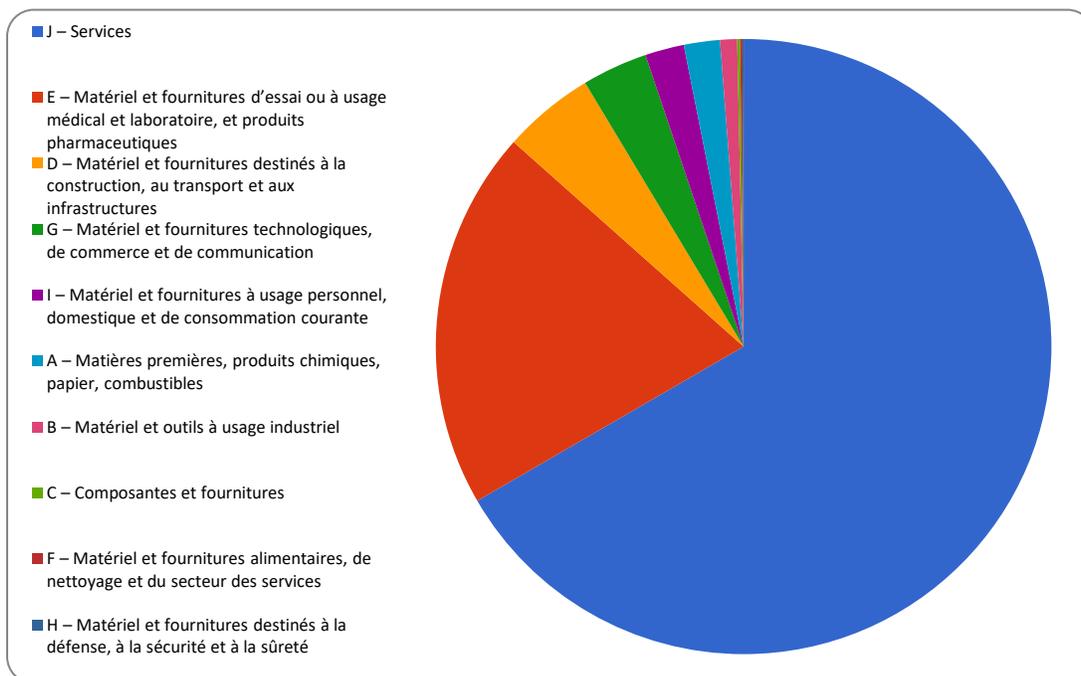


* Informations détaillées non disponibles.

Principales catégories de produits achetés par le biais d'achats groupés

12. Les dix principales catégories de biens et de services achetés par le biais d'achats groupés sont : les services (66,6 %) ; le matériel et les fournitures d'essai, ou à usage médical et laboratoire, ainsi que les produits pharmaceutiques (19,9 %) ; le matériel et les fournitures destinés à la construction, au transport et aux infrastructures (4,8 %) ; le matériel et les fournitures technologiques, de commerce et de communication (3,4 %) ; le matériel et les fournitures à usage personnel, domestique et de consommation courante (2 %) ; les matières premières, les produits chimiques, le papier et les combustibles (1,9 %) ; le matériel et les outils à usage industriel (0,9 %) ; les composantes et fournitures (0,2 %) ; le matériel et les fournitures alimentaires, de nettoyage et du secteur des services (0,1 %) ; ainsi que le matériel et les fournitures destinés à la défense, à la sécurité et à la sûreté (0,1 %).

Figure 4.
Les dix principales catégories de produits et de services achetés par le biais d'activités d'achats groupés en 2017



13. Le tableau 2 présente les dix principales catégories de biens et de services achetés dans le cadre des initiatives et activités menées. À ce titre, il souligne la diversité des achats groupés effectués par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS en 2017.

Tableau 2.
Les dix principales catégories de biens et de services obtenus grâce aux achats groupés en 2017

Description de la catégorie (intitulé de famille tiré de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies)	Volume en 2017 (en dollars)/Pourcentage (%)
Voyage en avion commercial	56 114 048 dollars/26,5 %
Matériel, accessoires et fournitures à usage médical	52 532 069 dollars/24,9 %
Services de transitaires	23 853 702 dollars/11,3 %
Agences de voyages	18 324 434 dollars/8,7 %
Services de sécurité	15 967 273 dollars/7,6 %
Services de transport en véhicule léger sur rails	12 996 977 dollars/6,2 %
Espaces de réunions	11 103 346 dollars/5,3 %
transport de marchandises par la voie maritime	9 478 712 dollars/4,5 %
Produits pharmaceutiques, y compris les contraceptifs et vaccins	5 741 146 dollars/2,7 %
Essence	5 323 115 dollars/2,5 %

Avantages signalés des achats groupés

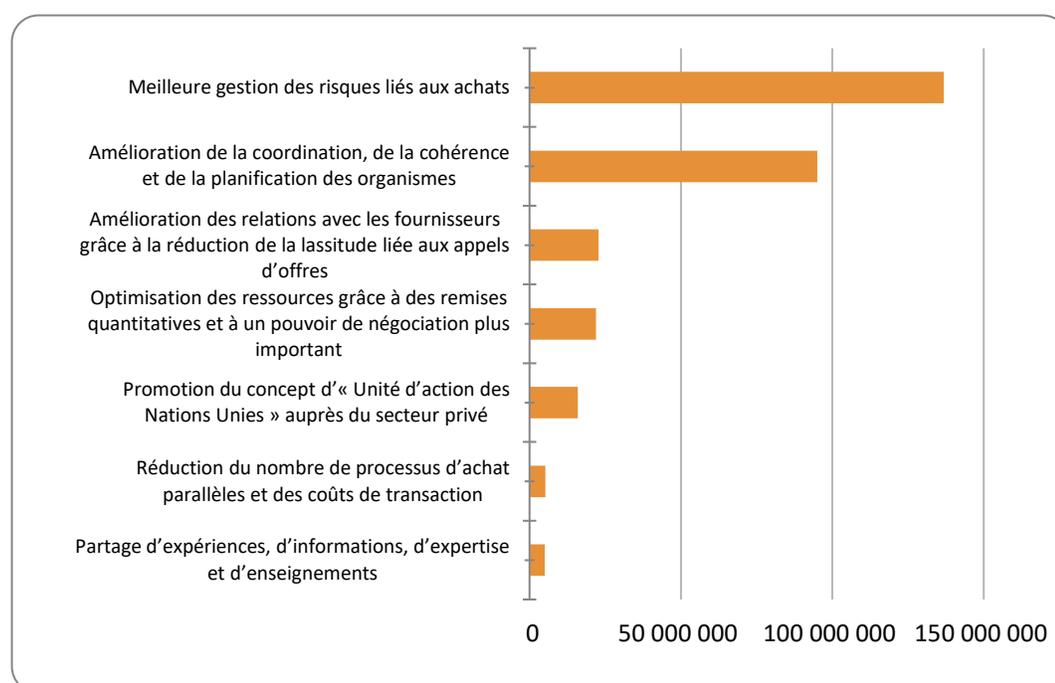
14. L'estimation des coûts évités dans le cadre des activités d'achat en 2017 indique quelle est la prévalence de la valeur ajoutée obtenue grâce aux achats groupés. Il existe trois sortes d'estimation des coûts évités : la valeur ajoutée obtenue grâce aux activités d'achats groupés, qui représente 60,6 % du total, les achats ponctuels, qui constituent 20,1 % du total, et les coûts évités grâce à un contrat négocié directement, qui forment les 19,3 % restants. Il est impossible de quantifier avec exactitude la réduction des coûts annuelle pour l'année 2017.

15. Comme nous l'avons vu, les initiatives et activités en matière d'achats groupés entraînent un certain nombre d'avantages. La figure 5 présente la répartition par type des avantages tirés des achats groupés déclarés par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS en 2017.

Figure 5.

Part de chaque type d'avantage dans le total des avantages déclarés en 2017

(en dollars)



Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies

16. Les Nations Unies se sont engagées à accorder un accès aux marchés pour l'ensemble de leur volume d'achat, garantissant ainsi la libre concurrence et l'équité. Le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM) reste une ressource précieuse pour les achats en ligne de la communauté des Nations Unies, et offre à la communauté mondiale des fournisseurs un accès au marché des achats des Nations Unies.

17. Depuis la mise en œuvre du projet de réforme de l'inscription des fournisseurs à la fin de l'année 2013, le nombre de fournisseurs inscrits sur l'UNGM a considérablement augmenté (416 % depuis 2013).

18. En 2017, le nombre de fournisseurs inscrits a dépassé 150 000, soit une croissance de 267 %. Au cours des années précédentes, le nombre d'inscriptions de fournisseurs originaires de pays en développement et d'économies en transition a progressivement dépassé le nombre d'inscriptions de

fournisseurs originaires des pays développés. Ainsi, en 2017, 67 % des fournisseurs inscrits sur l'UNGM venaient de pays en développement ou de pays dont l'économie est en transition. Durant cette même année, 8 578 avis de marchés ont été publiés sur le portail, soit une hausse de 17 % par rapport à l'année précédente.

Accords à long terme disponibles sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies

19. Les organismes des Nations Unies renforcent leur collaboration par le partage et l'utilisation d'accords à long terme, comme le montre la hausse continue du nombre d'organismes des Nations Unies ayant mis en place des accords à long terme partagés par le biais de l'UNGM. Celui-ci propose plus de 502 accords à long terme en vigueur, qui couvrent un grand nombre de catégories de produits différentes. Ce système permet d'améliorer la collaboration des organismes des Nations Unies en leur donnant accès à un moyen d'utiliser efficacement les ressources disponibles pour les achats. Il constitue également un socle pour la réalisation d'économies et l'évitement de coûts.

20. En 2018, la priorité du secrétariat de l'UNGM est de continuer à renforcer la fonctionnalité et les performances des mécanismes existants. L'année 2018 verra en outre l'élaboration d'un registre d'inscriptions spécifique à chaque produit afin de faciliter l'inscription des fournisseurs de produits et de services spécialisés. Ces fournisseurs, qui doivent répondre à des normes de qualification et d'évaluation très strictes, n'étaient jusqu'alors pas concernés par l'UNGM. Cette mesure portera d'abord sur les produits alimentaires, notamment les graines et les céréales, mais pourra être étendue à des catégories complexes, par exemple les opérations aériennes ou les produits pharmaceutiques.

21. Une attention particulière sera toujours accordée au développement des capacités d'interface du système en vue de faciliter davantage l'intégration des systèmes électroniques d'achat et de planification des ressources des entreprises des Nations Unies pour accroître l'automatisation des processus d'achats et des avis d'appel d'offres.

Augmentation du recours aux accords à long terme communs

22. Le recours aux accords à long terme est en hausse constante au sein des Nations Unies. En effet les organismes disposant de services consacrés aux achats :

- a) utilisent les contrats ou accords à long terme d'autres organismes des Nations Unies afin de réduire les coûts administratifs, de bénéficier de taux préférentiels déjà négociés ou parfois de tirer parti de l'expertise de l'autre organisme concernant l'achat de certains groupes de produits ;
- b) coopèrent dans le cadre de processus de consultation conjoints (approche « organisme chef de file »). Lorsque des projets d'achat sont étroitement liés à des catégories de produits correspondant au mandat d'un organisme, donner à celui-ci le statut de chef de file contribue à l'amélioration du processus d'achat. Ce modèle est utilisé pour accroître les volumes d'achat afin d'obtenir des taux et des prix inaccessibles à un organisme seul. À terme, il pourrait minimiser les inefficacités et réduire la charge de travail pour tous les organismes participants.

Approche « organisme chef de file » et utilisation des contrats ou accords d'autres organismes

23. La majorité des activités et initiatives collaboratives menées en 2017 s'appuyaient soit sur une approche par « organisme chef de file » (39,7 %) soit sur le recours aux contrats ou accords d'autres organismes (18,5 %). Les tableaux 4 et 5 montrent la part des différentes catégories de biens et de services dans ces initiatives et activités d'achats groupés.

Tableau 4.
Principales catégories de biens et de services achetés au moyen d'une approche « organisme chef de file » en 2017

Catégories – approche « organisme chef de file »	Volume en 2017 (en dollars)
Voyage en avion commercial	53 069 058 dollars
Services de transitaires	17 465 626 dollars
Services de transport en véhicule léger sur rails	12 690 541 dollars
transport de marchandises par la voie maritime	9 457 853 dollars
Agences de voyages	8 084 369 dollars
Salles de réunion et de banquet	4 359 211 dollars
Location résidentielle	2 713 794 dollars
Services d'organisation de voyages	1 075 500 dollars
Hôtels, hébergements et espaces de réunions	882 479 dollars
Services de sécurité	769 757 dollars

Tableau 5.
Principales catégories de biens et de services achetés grâce à l'utilisation de contrats ou d'accords d'un autre organisme en 2017

Catégories – utilisation de contrats ou d'accords d'un autre organisme	Volume en 2017 (en dollars)
Voyage en avion commercial	5 352 330 dollars
Agences de voyages	5 173 351 dollars
Produits pharmaceutiques, y compris les contraceptifs et vaccins	3 475 000 dollars
Matériel, accessoires et fournitures à usage médical	3 296 385 dollars
Breaks ou voitures familiales	3 194 013 dollars
Ordinateurs	6 194 857 dollars
Véhicules blindés de combat	2 000 000 dollars
Camionnettes ou véhicules tout-terrain de loisir	1 677 377 dollars
Ambulances	1 234 178 dollars
Véhicules automobiles blindés	1 172 540 dollars

Équipes chargées des achats groupés, collaboration formalisée et achats groupés minimaux

24. La formalisation des achats groupés au niveau local, par le biais d'une équipe chargée des achats communs ou groupés, ou par des activités collaboratives de recherche de fournisseurs, constitue un socle pour l'élaboration de nouvelles méthodes destinées à garantir que les achats continuent à ajouter de la valeur aux programmes et aux projets. Les équipes chargées des achats groupés identifient les besoins interorganismes en matière d'achats au niveau local, et élaborent des plans de travail pour la mise en œuvre d'activités conjointes de recherche des fournisseurs. En 2017, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont rapporté avoir consacré plus de 45 millions de dollars à des activités auxquelles participaient des équipes chargées des achats groupés, ainsi qu'à la collaboration pour l'élaboration de spécifications et d'activités de recherche de fournisseurs.

25. L'expression « achats groupés minimaux » désigne les activités qui peuvent être menées conjointement, sous forme de coopération des Nations Unies, afin de réduire les coûts et ménager les efforts. Ces activités comprennent notamment le partage de spécifications ou l'élaboration de spécifications communes, la recherche conjointe de fournisseurs, la participation à des séminaires opérationnels interorganismes ou encore la coopération pour les achats récurrents de produits répondant à des besoins communs. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont indiqué avoir consacré plus de 16 millions de dollars à des activités comportant des processus d'achats groupés minimaux en 2017.

Recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies

26. Dans certains lieux ou situations, il est préférable ou nécessaire pour un organisme des Nations Unies d'effectuer des achats directement auprès d'un autre organisme des Nations Unies, ou de demander à un autre organisme des Nations Unies de mener certaines activités d'achat pour son compte. Cette approche des achats groupés est particulièrement utile concernant les catégories de produits pour lesquelles il existe un mandat, une expertise reconnue ou des ressources disponibles pour l'achat de biens, de travaux ou de services particuliers.

27. En 2017, le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont déclaré avoir effectué les achats en plusieurs occasions avec un autre organisme des Nations Unies ou par le biais des services d'achat de cet autre organisme, pour un volume monétaire d'achats supérieur à 56 millions de dollars.

Services logistiques mondiaux fournis par des tiers

28. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS participent à un processus collaboratif d'appel d'offres pour des services logistiques mondiaux fournis par des tiers, sous la direction de l'UNICEF. Ce processus, lancé en 2015, a pris fin au cours de la seconde moitié de l'année 2017. Ses résultats ont été partagés avec tous les organismes participants et ses réalisations serviront pendant les trois prochaines années. Les nouveaux accords à long terme devraient améliorer les échanges et la visibilité des expéditions, clarifier les responsabilités, accroître la transparence grâce à une politique de « livre ouvert » et améliorer la gestion des performances à l'aide d'indicateurs clés de performance harmonisés pour tous les organismes participants.

29. Le FNUAP a commencé à utiliser les accords à long terme du PNUD sur les services logistiques mondiaux fournis par des tiers au milieu de l'année 2017. Cette collaboration lui a permis de bénéficier des avantages suivants : a) les transitaires travaillant dans le cadre de ces accords partagés sont capables de desservir un grand nombre de destinations, notamment des pays enclavés difficiles d'accès, au contraire des transitaires employés par les fabricants ; b) les transitaires travaillant dans le cadre des accords à long terme du PNUD proposent des modes de transport variés (maritime, aérien et terrestre) grâce auxquels le FNUAP peut répondre aux besoins particuliers des principaux bénéficiaires du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) ; c) surtout, le FNUAP a réalisé des économies sur les coûts de transport maritime des expéditions chères dans les cas où des appels d'offres secondaires étaient requis pour les cargaisons d'une valeur supérieure à 50 000 dollars. Le recours aux transitaires du PNUD a ainsi permis au FNUAP d'économiser 217 500 dollars sur quatre expéditions, soit une économie de 28 %

sur les coûts de transport par rapport aux offres faites par les fabricants proposant leurs propres transitaires.

III. Réalisations marquantes des activités en cours en 2018

Partage des accords à long terme relatifs aux services informatiques

30. Les accords passés par le PNUD avec des transitaires spécialisés dans les technologies de l'information couvrent une large gamme d'équipements et de services informatiques, pour lesquels il est prouvé qu'ils apportent une valeur ajoutée appropriée et une meilleure gestion des risques. Ces accords sont extrêmement utiles pour répondre aux requêtes courantes des bureaux de terrain et des projets. Les accords à long terme sont conçus de sorte à permettre des appels d'offres secondaires parmi les fournisseurs titulaires de tels accords, ce qui représente une manière rapide et efficace de garantir la disponibilité des produits et l'optimisation de la rentabilité de chaque projet, dans le respect des prix maximaux et des conditions fixés par les accords. Les transitaires concernés par ces accords sont des experts, spécialistes des équipements informatiques et de leur intégration, des services informatiques professionnels et de la livraison à des destinations difficiles d'accès, où ils doivent fréquemment trouver des partenaires pour offrir des services de soutien sous leur responsabilité. C'est le PNUD qui a passé ces accords et les a partagés avec le FNUAP.

Achat groupé de véhicules par plusieurs organismes des Nations Unies

31. Le PNUD a mené l'appel d'offres compétitif international groupé pour l'achat de véhicules pour le système des Nations Unies, en partenariat avec le FNUAP, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Ce processus a conduit à la passation de 11 contrats avec Nissan, Toyota, Ford, Renault, Kia et Hyundai, pour 22 modèles de véhicules, accessibles à tous les organismes des Nations Unies à des prix garantis jusqu'en 2020. Ces contrats ont été conclus par le PNUD pour cinq ans. Leur valeur annuelle est estimée à 80 millions de dollars pour les véhicules légers et 20 millions de dollars supplémentaires par an pour les pièces détachées et les services d'assistance technique. Ils représentent des économies de coûts de transaction et de temps considérables, et offrent différentes possibilités au système des Nations Unies pour l'achat de véhicules.

Collaboration concernant l'accord à long terme pour la gestion de la flotte et le suivi des véhicules ainsi que le covoiturage

32. Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont collaboré à la mise en place d'un accord à long terme pour la gestion de la flotte et le suivi des véhicules. Celui-ci s'est avéré très utile à de nombreux bureaux de pays et a réduit les coûts de gestion des véhicules. Les trois organismes ont également instauré un système de covoiturage dans cinq bureaux de pays, ce qui a engendré une efficacité accrue en matière de gestion de la flotte.

Collaboration entre le FNUAP et le PAM

33. En 2017, le FNUAP a communiqué des informations au sujet d'une initiative menée en collaboration avec le PAM afin de combiner l'expertise du FNUAP en matière d'achat de fournitures de santé reproductive avec la compétence logistique du PAM. Cette initiative, nommée « Partenariat en faveur des résultats de la chaîne d'approvisionnement », a été lancée en juin 2016 en vue de créer des économies d'échelle mutuellement bénéfiques.

34. Le projet pilote de l'initiative, axé sur les activités en amont de la chaîne d'approvisionnement, a permis au PAM d'appuyer et d'organiser la logistique pour plusieurs expéditions du FNUAP à destination de 20 pays pilotes, pour la plupart enclavés et difficiles d'accès.

35. La deuxième phase de l'initiative, qui se poursuivra après 2018, vise à explorer de nouveaux domaines de collaboration entre le FNUAP et le PAM, et notamment à développer les activités au niveau national, qui offrent de nombreuses possibilités de rationalisation des opérations.

Renforcement des capacités en matière d'achats

36. Le PNUD, en partenariat avec le premier organisme de qualification de l'industrie, à savoir l'Institut agréé des achats et des approvisionnements, a élaboré un programme sur mesure de certification des achats aux niveaux 2, 3 et 4, dans le respect des normes internationales relatives à la qualification. Ce programme est accessible à tous les organismes des Nations Unies, à tous les gouvernements et à toutes les organisations non gouvernementales afin de professionnaliser le personnel chargé des achats au sein du système des Nations Unies et du secteur public. Le programme conjoint du PNUD et de l'Institut agréé des achats et de l'approvisionnement a été récompensé en 2012 par le Prix européen d'excellence de la chaîne d'approvisionnement, dans la catégorie Formation et développement professionnel. Il a également reçu d'autres récompenses du secteur et a notamment été finaliste des Prix mondiaux de l'approvisionnement en 2016. Le PNUD est également un partenaire de prédilection pour les gouvernements cherchant à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités en matière d'approvisionnement du secteur public. Des programmes nationaux à grande échelle de formation et de certification en matière d'approvisionnement ont déjà été mis en place au Libéria, au Guyana, à la Barbade ainsi qu'à la Trinité-et-Tobago, et d'autres pays bénéficieront de ce soutien en 2018. Ces interventions comprennent également la révision des politiques et procédures en matière d'achats, la restructuration des institutions et la mise en œuvre de réformes concernant les passations de marchés publics. En 2017, le PNUD a mené à bien la certification de 887 membres du personnel de gouvernements partenaires, de 651 membres du personnel des Nations Unies et de 386 membres de son propre personnel grâce aux formations à l'approvisionnement organisées conjointement avec l'Institut agréé des achats et de l'approvisionnement. Ces chiffres représentent une augmentation de 23 % par rapport à 2016, ce qui indique une hausse de la demande pour ces services.

Collaboration avec des partenaires extérieurs aux Nations Unies

37. Le Groupe coordonné de planification de l'approvisionnement rassemble plusieurs organismes sous la direction du FNUAP et de l'Agence des États-Unis pour le développement international. En collaboration avec John Snow Inc., la division de la gestion des achats et de l'approvisionnement de la Chaîne d'approvisionnement sanitaire mondiale, la Clinton Health Access Initiative et la Coalition pour les produits de santé de la reproduction, il s'efforce de prévenir les déséquilibres des stocks de produits de planification familiale grâce au partage des données et des informations relatives à la chaîne d'approvisionnement, en vue de permettre une meilleure coordination des expéditions ainsi que de l'allocation des ressources dans les pays et entre ces derniers. Il a poursuivi son travail en 2017, en mettant l'accent sur la coordination pour les implants contraceptifs à un ou deux bâtonnets et les contraceptifs injectables d'une durée de trois mois. Au cours de l'année, le Groupe coordonné de planification de l'approvisionnement a apporté son soutien aux efforts visant à obtenir 12,4 millions de dollars de fonds supplémentaires pour l'achat de produits de planification familiale afin d'éviter les ruptures de stock dans 14 pays, tout en veillant à ce que les stocks inutilisés (par exemple en raison de l'annulation de commandes) soient immédiatement affectés aux pays en ayant le plus besoin. Par ailleurs, il a collaboré étroitement avec le fabricant de l'implant contraceptif à un bâtonnet en vue de garantir une distribution équitable d'implants inactifs d'entraînement pour la formation des agents de santé des pays.

38. Le travail du Groupe coordonné de planification de l'approvisionnement a contribué à la réalisation d'économies estimées à 1,8 milliard de dollars grâce à ses recommandations d'annulation ou de réduction de commandes. Il a également retardé des commandes d'un montant total d'un million de dollars afin d'éviter des excédents de stocks dans certains pays. Ces économies et ces fonds supplémentaires permettent au groupe d'assurer encore quelques années de protection, à hauteur de 7 millions de dollars.

39. Durant l'année 2018, le Groupe coordonné de planification de l'approvisionnement poursuivra ses efforts visant à accroître les gains d'efficacité et à réduire l'ensemble des risques liés à

l'approvisionnement pour tous les programmes recevant des produits de planification familiale. Il s'appuiera pour ce faire sur l'élaboration collaborative régulière de prévisions et de plans d'approvisionnement. Il mènera le processus de collaboration avec d'autres organismes et avec les fabricants afin de régler les problèmes spécifiques qui nuisent à la disponibilité ou à l'accessibilité des produits de planification familiale. Ce projet montre que la collaboration n'est pas circonscrite aux Nations Unies, mais s'étend fréquemment à des partenaires extérieurs.

40. Le partenariat entre le Fonds mondial et le FNUAP améliore l'accès aux préservatifs masculins et féminins, qui demeurent un élément clé des programmes de prévention du VIH à incidence élevée. Ce partenariat, fondé sur des priorités stratégiques communes, crée un environnement qui permet au Fonds mondial et au FNUAP d'accroître leur volume d'achat tout en réduisant les coûts et les délais de livraison. Ainsi, l'accès aux produits liés au VIH/sida est maximisé pour les personnes qui en ont besoin. En 2017, les bénéficiaires du Fonds mondial dans 42 pays ont reçu pour plus de 10 millions de dollars en préservatifs masculins et féminins et en lubrifiant.

41. Dans le cadre des subventions du Fonds mondial gérées par le PNUD, des économies de 29,6 millions de dollars ont été réalisées en 2016 et en 2017 sur l'achat de traitements antirétroviraux grâce à des prix unitaires réduits par rapport à l'année précédente. Ces économies sont réinvesties en faveur de l'extension de la couverture des services de santé ou du renforcement des systèmes de chaînes d'approvisionnement nationales. Le Fonds mondial a ainsi approuvé un investissement de 13,4 millions de dollars au Zimbabwe pour la construction de 500 établissements de santé (dans le cadre de l'initiative Énergie solaire pour la santé), financé par les économies réalisées par le PNUD sur l'achat de traitements anti-VIH.

Collaboration entre le FNUAP et le PNUD

42. Au cours des dernières années, le FNUAP et le PNUD ont intensifié leur collaboration dans le secteur des achats. L'un des éléments clés de cette collaboration est l'utilisation des accords à long terme du PNUD avec des transitaires spécialisés dans l'informatique (voir le paragraphe 29), dont le partage tout au long de l'année a permis au FNUAP d'économiser une grande quantité de ressources. Ces économies de ressources ont été rendues possibles par deux facteurs. D'abord, l'accord à long terme est flexible, car il a été conçu de sorte à couvrir une vaste gamme de produits qui n'est pas limitée aux seuls produits exactement spécifiés. Ainsi, il n'est pas nécessaire de lancer un processus d'achat complet lorsque les caractéristiques des produits diffèrent légèrement. Ensuite, l'accord à long terme impose des appels d'offres secondaires pour chaque requête, ce qui garantit aux organismes d'obtenir les meilleurs prix possible à tout moment. L'UNGM est actuellement en train d'examiner la possibilité de faire de cet accord à long terme un accord central pour l'équipement informatique de l'ensemble des organismes des Nations Unies, ce qui augmenterait l'influence de l'Organisation des Nations Unies en tant que client sur ces fournisseurs. Par ailleurs, le FNUAP et le PNUD ont convenu que les bureaux de pays du FNUAP auraient recours aux services du PNUD pour l'examen des contrats. Cette mesure permet d'économiser des ressources en évitant au FNUAP de mettre en place ses propres comités d'examen dans chaque pays et d'élaborer une plateforme informatique adaptée à cette fonction. De plus, le recours à un comité d'examen centralisé du PNUD dans chaque pays devrait contribuer à améliorer le partage des informations relatives à la situation en matière de fournisseurs dans les pays entre les organismes des Nations Unies.

Partage entre les organismes des pratiques durables en matière d'achat

43. Le PNUD promeut activement la durabilité économique, sociale et environnementale des achats. À ces fins, il a mené de nombreux ateliers de formation sur « les achats publics durables » à divers endroits, pour les organismes des Nations Unies mais aussi pour des gouvernements partenaires. La durabilité est également un thème clé des niveaux 2, 3 et 4 du programme de certification conjoint du PNUD et de l'Institut agréé des achats et de l'approvisionnement. Le PNUD met donc en place dans ces formations une approche harmonisée, à l'échelle du système, pour le calcul du coût du cycle de vie et les achats durables au sein du système des Nations Unies. L'ensemble des 651 professionnels des achats ayant participé à ces formations en 2017 y ont ainsi appris à utiliser des méthodes de calcul du coût du cycle de vie au cours de leurs processus d'achat. De plus, le PNUD a incorporé à sa demande révisée de proposition et à son appel d'offres des critères de durabilité,

notamment l'autonomisation des femmes. Ces résultats ont été communiqués par l'équipe spéciale sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, au titre de contributions du PNUD à l'élaboration d'indicateurs de durabilité des achats.

44. Au début de l'année 2017, l'UNOPS et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont relancé le groupe de travail sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, après la révision de son mandat et un regain d'intérêt de la part de plusieurs organismes, dont le PNUD, l'UNICEF, la FAO, le FNUAP, l'ONU Femmes et la Banque mondiale. Lancé pour la première fois en 2007, ce groupe de travail visait à faciliter l'intégration des interventions en matière d'achats durables aux activités d'achat du système des Nations Unies. Depuis lors, le groupe promeut activement le programme de développement durable. Il a également joué un rôle pionnier pour l'élaboration de plusieurs outils destinés aux professionnels des Nations Unies, tels que des formations, des directives, des cadres, des études de cas, etc. Depuis la révision de son mandat, le groupe de travail est devenu une plateforme collaborative pour le partage d'expérience et de connaissances au sujet des achats durables. Il a aussi lancé un projet visant à définir officiellement ce que les Nations Unies considèrent comme un « appel d'offres durable », en vue d'améliorer la mesure et la communication des achats durables et d'accroître leur adoption.

45. À la suite du succès du nouveau programme de formation conjoint de l'UNOPS et du PNUE sur les achats durables, l'UNOPS continuera à former les organismes des Nations Unies aux achats durables en 2018. Cette formation a été élaborée et testée en 2017 ; environ 40 responsables des achats expérimentés issus de divers organismes siégeant à Genève, dont l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'OMM, le PNUE, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Centre du commerce international, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau des services de contrôle interne, l'Organisation mondiale du commerce et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Collaboration des Nations Unies en faveur des achats durables dans le secteur de la santé

46. L'Équipe spéciale informelle interorganismes des Nations Unies pour les achats durables dans le secteur de la santé (SPHS) a été créée en mai 2012 en vue de faciliter et de coordonner l'introduction des achats durables (écologiques) dans le secteur de la santé chez ses membres. Elle a également pour objectif de mettre à profit le mandat normatif et les volumes d'achat combinés des organismes membres pour pousser le marché mondial de l'aide sanitaire à rendre les systèmes de santé et les économies plus respectueux de l'environnement. L'équipe rassemble dix membres, dont sept organismes des Nations Unies (le PNUD, le PNUE, le FNUAP, le HCR, l'UNICEF, l'UNOPS et l'OMS) et trois institutions multilatérales de financement de la santé : l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination GAVI, le Fonds mondial et la Facilité internationale d'achat de médicaments. Ensemble, ces dix organismes ont un pouvoir d'achat cumulé dans le secteur mondial de la santé d'environ cinq milliards de dollars par an, ce qui représente une part considérable du marché mondial des produits pharmaceutiques et des autres produits de santé. Les membres de l'équipe tirent parti de ce pouvoir d'achat pour promouvoir les achats durables au sein de leurs organismes respectifs afin d'améliorer la santé humaine et de réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi que la pollution chimique. Le PNUD est l'hôte de cette initiative.

47. La SHPS encourage l'intégration de systèmes d'achats durables aux politiques et aux pratiques d'aide sanitaire mondiales. Elle facilite l'élaboration et la mise en place d'objectifs et de calendriers destinés à réduire l'empreinte environnementale globale des Nations Unies et à garantir le respect du principe de ne pas nuire. Une plateforme de collaboration en ligne, savinglivesustainably.org, a ainsi été créée pour favoriser le partage des connaissances et de l'expérience au sujet de l'introduction de produits et de procédures innovants sur le marché, le partage des rapports sur les empreintes environnementales et les performances en matière d'achats durables, et l'engagement à réaliser les objectifs et à rendre compte des progrès. Le PNUD a élaboré une stratégie de collaboration avec les fournisseurs et les fabricants en faveur des achats durables par rapport à l'environnement et le FNUAP a rendu toute sa production de préservatifs masculins plus respectueuse de l'environnement, ce qui a permis de réduire ses émissions de 3 600 tonnes d'équivalent CO₂.

Directives pratiques de l'UNOPS, de l'UNICEF et du PNUD concernant la réalisation d'évaluations financières fondées sur le coût total de propriété

48. En 2017, parallèlement à leurs efforts pour maximiser la rentabilité des achats, l'UNOPS, l'UNICEF et le PNUD ont commencé à élaborer un guide pratique sur la manière de mener des évaluations financières en fonction du coût total de propriété. Ce document, qui sera achevé en 2018, comprendra plusieurs outils de calcul adaptés aux technologies de l'information et de la communication, aux véhicules et aux générateurs, que les organismes chercheront à tester au moyen d'appels d'offres individuels. Il inclura également une étude plus poussée en vue de l'incorporation des produits et fournitures de santé à l'outil de calcul du coût total de propriété en 2018. Les enseignements tirés de cet exercice seront partagés avec le groupe de travail sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion.

Méthodologies pour l'évitement et la réduction des coûts estimés

49. L'UNOPS et le PNUD sont membres du Groupe des activités communes d'achat des Nations Unies de Genève. Ce groupe mène des efforts en faveur de la simplification et de l'harmonisation des pratiques d'achat des organismes internationaux dont le siège est à Genève, en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacités des activités des organismes des Nations Unies en matière d'achats. Ses initiatives d'évitement et de réduction des coûts estimés visent à établir des approches, des définitions et des méthodes de collecte des données communes là où des économies ont été réalisées grâce aux achats. Ces initiatives entraîneront la normalisation et l'harmonisation de la communication des économies par les organismes des Nations Unies dont le siège est à Genève.

Méthodologie à l'échelle des Nations Unies pour la réalisation d'économies lors des achats

50. L'UNOPS mènera pour le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion un projet visant à établir et à adopter une méthodologie pour la réalisation d'économies à l'échelle des Nations Unies. Ainsi, il sera possible de déterminer une approche cohérente pour la définition, le recensement, le calcul et la communication des économies relatives aux achats réalisées par tous les organismes des Nations Unies aux partenaires, aux donateurs, aux États membres et aux autres parties prenantes.

Collaboration entre le PNUD et l'OIT

51. L'OIT a recours à l'accord à long terme du PNUD sur les services de Microsoft Office 365 dans le nuage, qui répondent à un besoin essentiel en matière de technologies de l'information. Cette collaboration permet à l'OIT de bénéficier de gains d'efficacité concernant les taux obtenus grâce au volume d'achat important du PNUD.

Étude sur les produits à l'échelle des Nations Unies

52. L'UNICEF mène un projet de grande envergure sur l'achat groupé de matériel informatique. Il collabore avec des membres du Réseau achats à la création d'une équipe de projet en vue de :

- a) débattre des différentes options et évaluer l'étendue des besoins ;
- b) planifier et mettre en œuvre tout exercice d'appel d'offres nécessaire ;
- c) passer des accords et partager leurs résultats avec tous les organismes des Nations Unies.

53. Dans le cadre de l'exercice décrit ci-dessus, l'UNICEF s'appuiera sur le travail déjà mené par le PNUD, qui a récemment passé des accords à long terme avec plusieurs entreprises informatiques importantes.

Collaboration entre le FNUAP et l'UNICEF

54. L'harmonisation des procédures d'achat constitue une priorité pour les opérations d'achat au niveau national. C'est pour cette raison que la Division des approvisionnements de l'UNICEF et le Service des achats du FNUAP ont mis en place un mécanisme d'achats groupés destiné à établir deux

accords à long terme d'une durée de deux ans pour l'achat de fournitures médicales pour les bureaux de pays des deux organismes. Le volume total d'achats de ces accords correspond à environ 100 millions de dollars par an.

55. Au début de l'année 2018, le Service des achats du FNUAP a signé deux accords à long terme couvrant plus de 30 produits. Le FNUAP a coordonné l'appel d'offres, tandis que l'UNICEF s'est chargé de l'évaluation technique. Cette collaboration a été une véritable réussite. En effet, les deux organismes ont bénéficié de l'expertise de leur partenaire et ont économisé des ressources grâce à la mise en œuvre d'un seul processus d'achat, qui était en outre plus intéressant pour les fournisseurs en raison de la combinaison des volumes d'achat du FNUAP et de l'UNICEF.

Mise en place des achats groupés

56. En 2018, le FNUAP mènera pour le compte du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion un projet visant à élaborer des modèles d'approvisionnement normalisés destinés à tous les organismes des Nations Unies. Étant donné que l'organisme s'efforce de mettre en place plus de mécanismes opérationnels communs au niveau national, les équipes chargées des achats groupés auront besoin de ces modèles communs. Parmi les bénéfices attendus se trouvent notamment la suppression des coûts redondants grâce à la meilleure disponibilité des documents et l'amélioration de la cohérence de la manière dont l'Organisation des Nations Unies approche les fournisseurs et travaille avec eux. Bien que ce projet soit mené par le FNUAP, c'est une équipe de projet composée de représentants d'un grand nombre d'organismes des Nations Unies qui sera chargée d'en produire les résultats.

IV. Conclusion

57. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont poursuivi leurs efforts en faveur des achats groupés en 2017, en lançant, en soutenant et en participant à des initiatives et des activités visant à exploiter les avantages et les possibilités des économies et des gains d'efficacité. Ces initiatives et activités ne sont pas seulement de nature administrative, comme c'était le cas lors de leur lancement en 2011 : elles couvrent à présent un large éventail de produits et de secteurs, pour apporter un appui direct aux projets et aux programmes.

58. Les initiatives en matière d'achats groupés continuent à susciter des bénéfices aussi bien matériels qu'immatériels pour le PNUD, le FNUAP, l'UNOPS et les autres organismes des Nations Unies participants. Ces bénéfices comprennent notamment des économies sur les livraisons, l'évitement de certains coûts, la suppression des doublons en matière de travail et l'augmentation de la cohérence, conduisant au renforcement des projets et de l'approvisionnement des bureaux de pays.

59. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS continueront à rechercher les possibilités en matière d'achats groupés aussi bien au niveau central qu'au niveau régional, en intensifiant continuellement leur engagement à collaborer pour l'achat d'une vaste gamme de produits et à les partager avec l'ensemble du système des Nations Unies.